

**COMMUNE DE SAMOËNS – 74340****Mesures de sécurité à appliquer pendant les opérations  
de déclenchement préventif des avalanches  
Domaine skiable de SAMOËNS  
(saison 2022-2023)**

**Le Maire de la Commune de Samoëns (Haute-Savoie) ;**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1, L2212-2,

**VU** la loi 70-575 du 03 juillet 1970, modifiée, portant réforme du régime des substances explosives,

**VU** la loi 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne,

**VU** la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs,

**VU** l'arrêté n°317/2022T portant désignation du Responsable de l'application du PIDA, du Directeur des opérations et de son adjoint (Plan d'intervention pour le déclenchement des Avalanches) Domaine skiable de Samoëns,

**VU** l'arrêté n°324/2022T portant agrément des responsables de la sécurité et des secours sur pistes de ski alpin,

**VU** la mise à jour 2022 du Plan d'Intervention pour le Déclenchement des Avalanches,

**ARRÊTE****ARTICLE 1 :**

Des déclenchements préventifs d'avalanches au moyen de produits explosifs ou de mélanges gazeux détonnant peuvent être effectués dans les zones et sur les sites expressément désignés au plan d'intervention pour le déclenchement préventif des avalanches (PIDA) annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

La circulation des engins motorisés sur le domaine skiable par les services d'exploitation de Grand-Massif Domaines Skiabiles afin de procéder au PIDA sont autorisés.

**ARTICLE 3 :**

Le responsable de l'application du PIDA, le directeur des opérations et son suppléant sont désignés par arrêté municipal.

**ARTICLE 4 :**

Pendant toute la durée des opérations de déclenchement, dont les horaires sont arrêtés par le directeur des opérations, les remontées mécaniques desservant les secteurs concernés ne peuvent être utilisées que par le personnel spécialisé prévu par le PIDA.

**ARTICLE 5 :**

L'accès au public est strictement interdit dans le périmètre des zones de déclenchement prévues au PIDA.

**ARTICLE 6 :**

Le directeur des opérations, les artificiers, les vigies demeurent en contact radio du début à la fin des opérations. Ils ne cessent l'écoute que sur ordre du directeur des opérations.

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**ARTICLE 7 :**

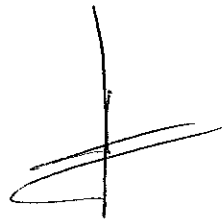
Le directeur des opérations, ou son suppléant, veille constamment au respect du règlement de sécurité et des consignes de tir définies au PIDA. Ils rendent compte au maire de tout incident ou accident.

**ARTICLE 8 :**

Le responsable de l'application du PIDA, le directeur des opérations et son suppléant sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bonneville, ainsi qu'à Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de SAMOËNS.

Fait à SAMOËNS, le 12 décembre 2022  
Le Maire, Jean-Charles MOGENET



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

074-217402585-20221212-AR316-2022-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2022

Affichage : 15/11/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

**Délais et voies de recours :**

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)